

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 232

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Donc, la diplomatie suisse se « finlandise ». Il n'est bruit partout que des succès qu'elle a remportés à Helsinki, lors des négociations préliminaires de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), laquelle s'ouvrira officiellement, et au niveau des ministres des Affaires étrangères, le 3 juillet prochain.

Parallèlement cependant, cette même diplomatie helvétique, dont « Le Monde » se plaît à souligner les mérites, doit faire face, à l'intérieur, à un flot d'attaques continuelles de la part d'une certaine droite (radicale notamment). Et au premier rang, Pierre Graber essuie un tir nourri de critiques diverses, au point que les familiers de la cuisine parlementaire en viennent à redouter de prochaines échéances parlementaires, tel ce vote des députés qui devrait porter le conseiller fédéral socialiste à la vice-présidence du Conseil fédéral, si la tradition était respectée...

Y a-t-il, en matière d'affaires étrangères, rupture avec l'opinion publique ? Et cette rupture peut-elle freiner l'ouverture constatée ? Ce sont des questions que l'on se pose et qui méritent attention.

Dans les années 1966-1967, certains milieux intellectuels et certains partis ont mené campagne en faveur d'une politique étrangère plus active de la Suisse. La « force des choses », plus que la pression de ces cercles, ont entraîné le réveil attendu et réclamé. Le poids de l'essor européen a joué un rôle non négligeable dans cette évolution, encore accentuée par l'internationalisation des intérêts économiques. Mais, ô stupeur, le peuple ne suit pas ! Et les diplomates sur la voie du renouveau se retrouvent seuls face aux politiciens habiles à exploiter les hésitations populaires.

On pense à la Suède, Noël dernier, à l'éclair d'indignation qui a animé alors la main du pre-

mier-ministre Olaf Palme, à sa philippique anti-américaine à l'occasion de la reprise des bombardements sur le Vietnam, ordonnée par un président Nixon réduit au chantage. Toute l'opinion publique suédoise s'était alors rangée derrière le chef du gouvernement. Peu importaient les justifications du geste, plus émotionnelles que proprement politiques ! Peu importaient les savantes analyses des professionnels de l'échiquier mondial, sceptiques devant un « coup de gueule » court-circuitant les usages feutrés de la diplomatie mondiale. Tout un peuple prenait, en quelques lignes de protestation, ses responsabilités au chapitre de la paix (et l'on sait que les Suédois, témoin leur attitude face au tiers monde, n'en restent pas aux déclarations de principe).

Certes, on ne voit pas la cause mobilisatrice capable, chez nous, de soulever le peuple d'enthousiasme. Même si les résultats obtenus par l'équipe de l'ambassadeur Campiche à Helsinki sont importants, les enjeux de la CSCE sont de toute façon trop techniques ou trop subtils pour faire l'objet de l'intérêt populaire ; en ce domaine, semble-t-il, la démocratie tranquille doit le rester.

Mais, à une autre échelle, ce divorce entre gouvernants et gouvernés est inquiétant. Et d'autant plus à la veille d'échéances telles que le vote sur la coopération technique et l'adhésion à l'ONU.

Il s'agit de sauvegarder la liberté de mouvement des diplomates helvétiques, qui ne doivent pas être acculés au conservatisme pour se protéger d'attaques opportunistes tous-azimuts. Il s'agit aussi de maintenir l'opinion publique en éveil, une opinion déjà encline à jeter l'éponge devant les subtilités de la diplomatie ; et là, une politique d'information, au moins aussi dynamique que ne l'est notre équipe à Helsinki, s'impose.

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
No 232 21 juin 1973
Dixième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc

Abonnement
pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1973 : 20 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
(bureau ouvert l'après-midi)
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Eric Baier
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

232

Domaine public